

<http://ugtg.org/spip.php?article2441>



A propos de la création de la Structure Unique de l'Eau

- Expressions - Communiqués -



Date de mise en ligne samedi 28 décembre 2019

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

A propos de la création de la Structure Unique de l'Eau

Le 13 Août dernier, réunis à l'Espace Régional du Raizet, le Conseil Régional de Guadeloupe, le Conseil Départemental de Guadeloupe, le Préfet de Guadeloupe ont signé, avec l'ensemble des EPCI de Guadeloupe, une « Déclaration solennelle sur les modalités de création d'une Autorité Organisatrice Unique en charge du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement en Guadeloupe au 1er Janvier 2020 ».

Le Mardi 24 Septembre 2019, un « groupe technique Eau » constitué dans le cadre de cette déclaration du 13 Août, a présenté les modalités de création d'une telle structure dans une Conférence Territoriale de l'Action Publique.

Ainsi, il aura fallu 10 années pour donner l'impression de vouloir mettre en oeuvre l'Accord LKP du 04 Mars 2009 qui, nous le rappelons, comporte les signatures et engagements respectifs de l'Etat et des Collectivités.

MAIS... en réalité, il n'en est rien. Région, Département, Etat, EPCI avaient décidé de faire tout seul et de nous imposer, une fois de plus, sa yo vlé allant même jusqu'à organiser la liquidation du SIAEAG et le licenciement des 240 salariés.

C'est dans ce même esprit que l'Etat et les élus avaient procédé au transfert de la gestion de notre eau à des multinationales, qui ont dilapidé nos ressources et pillées nos poches.

C'est dans ce même esprit que des autorisations illégales de mise sur le marché du chlordécone ont été délivrées par l'Etat français, empoisonnant nos vies, nos terres, nos eaux ainsi que nos enfants à naître pour des siècles et des siècles.

C'est dans ce même esprit qu'aucune mesure de précaution, ni de vigilance, ni de prévention à l'encontre des populations n'ont été prises alors que tous savaient l'eau potable impropre à la consommation, car contaminé au chlordécone.

La situation actuelle dans laquelle se trouve notre pays marquée par une perte de près de 70% de la ressource en eau produite est avant tout la conséquence de toutes ces dérives (détournement de fonds, gabegie, mauvaise gestion). L'argent de l'eau n'a pas servi à la gestion de l'eau.

La responsabilité des élus et de l'Etat est engagée.

Aujourd'hui, la gestion de l'eau rime avec empoisonnement, pénurie, restriction, tour d'eau, corruption, catastrophe sanitaire, prix exorbitant, crime colonial, etc

Nous ne nous laisserons pas faire une fois de plus !

Plus que jamais, l'UGTG,

- Exige l'ouverture de négociations, avec tous les acteurs concernés (Etat, Région, Département, EPCI, Syndicats de salariés, Associations de défense des Usagers) :

Pour la création d'un véritable Service Public de l'Eau et de l'Assainissement en Guadeloupe dans l'intérêt des Travailleurs et des Usagers sans délégation ni prestation de service public ;

A propos de la création de la Structure Unique de l'Eau

Pour le transfert et le maintien dans cette entité unique de tous les emplois, et de tous les acquis sociaux de l'ensemble des salariés du secteur de l'eau notamment ceux du SIAEAG, des EPCI et de toutes les structures intervenant dans la gestion de l'eau en Guadeloupe ;

Pour la production d'une eau potable, buvable, sans chlordécone, sans pesticide, sans pollution, à un prix bas unique, en quantité et coulant de façon régulière à nos robinets.

▶ Appelle l'ensemble des travailleurs à se préparer à la mobilisation pour assurer la défense de tous leurs droits et la mise en place d'un véritable service public de l'eau en Guadeloupe, au profit des usagers de Guadeloupe.

Nous ne vous laisserons pas faire cette fois-ci !

Baie-Mahault, le 27 Décembre 2019.